

américaine; par contre, dans le cas des biens durables de consommation, l'écart de productivité a affiché une baisse notable de 30 p.c. à seulement 2 p.c. pendant le même temps. Mais le grand écart qui subsiste entre nos taux relatifs de productivité et notre réaction à la crise de l'énergie sont des éléments importants qui expliquent notre rendement le plus récent. La volonté de préserver la diversité entre les régions tout en éliminant les disparités est au coeur même de notre conception de la collectivité nationale. Lorsque le coup porté par l'OPEP s'est répercuté partout dans le monde, non seulement nous sommes-nous trouvés dans une position moins vulnérable que celle d'autres pays, mais nous avons été en mesure d'amortir le choc dans les régions importatrices de pétrole du Canada.

Cette décision d'utiliser les richesses tirées des sources d'énergie de l'Ouest pour amortir le choc dans l'Est a eu une autre conséquence économique importante. Elle a permis de retarder le déclenchement du processus d'ajustement qui a entraîné le reste du monde industrialisé vers la récession, alors que le taux de croissance réelle et l'emploi ont continué à croître au Canada en 1974 et 1975.

Effets de la récession internationale

Mais, dans un monde interdépendant, nous ne pouvions échapper indéfiniment aux effets de la récession internationale. En 1976 et 1977, notre croissance a été plus lente. Mais même ces années doivent être envisagées dans leur contexte. Nous n'avons pas connu de récession et, bien que votre économie ait été très ferme ces deux dernières années, l'augmentation de la production et de l'emploi, pendant l'intervalle compris entre 1973 et 1977, a été plus forte au Canada qu'aux États-Unis. Les revenus réels des Canadiens en 1977, impôts déduits et compte tenu de l'inflation, étaient supérieurs de 23 p.c. à ceux de 1973. Au cours de la même période, la moyenne du revenu réel des Américains augmentait de 9 p.c.

Pourquoi la croissance s'est-elle ralentie au Canada ces deux dernières années? D'une part, nous sommes devenus les victimes de notre propre succès. L'augmentation rapide des revenus réels a fait espérer que le mouvement ascendant pourrait être maintenu indéfiniment. Il n'y a rien de surprenant à cela, mais cet espoir a contribué à alimenter les feux de l'inflation et les Canadiens ont momenta-

nément oublié que, même si nous avons réussi à accroître la productivité, les conditions ne justifiaient pas encore la parité de revenu avec les États-Unis. Les augmentations salariales négociées, à la fin de 1975, étaient en moyenne de 22 p.c. Dans notre secteur manufacturier, le salaire horaire moyen dépassait alors de 7 p.c. la moyenne américaine. Nos industries se sont finalement rendues compte qu'elles perdaient leur position concurrentielle sur les marchés mondiaux.

Amélioration des conditions

Depuis la fin de 1975, soit depuis le moment de l'adoption de notre Programme de lutte contre l'inflation, nous avons apporté à notre politique économique certaines modifications essentielles et tout laisse croire que celles-ci produisent leur effet. Nos taux de hausse de salaires et de prix sont revenus à des niveaux raisonnables et concurrentiels. La dépréciation du dollar canadien a grandement contribué au rétablissement de notre capacité de concurrence sur les marchés mondiaux. Le taux d'inflation a été irrégulier à cause de la cherté croissante des aliments, importés en grande partie à cette période de l'année et de la dévaluation de notre devise, mais le taux d'inflation, à l'exclusion des denrées alimentaires, continue de baisser, lentement mais sûrement. Le dossier de nos relations patronales-syndicales, qui était, en 1975, l'un des plus mauvais dans le monde industrialisé, est devenu, en 1977, l'un des meilleurs. Et, bien que notre taux de chômage soit encore trop élevé, et qu'aucun gouvernement ne puisse se dire satisfait lorsque ses citoyens cherchent du travail et n'en trouvent pas, il faut reconnaître que les emplois se multiplient de nouveau à un rythme impressionnant. Au cours des douze derniers mois, soit de février 1977 à février 1978, plus de 280 000 emplois ont été créés au Canada, ce qui dépasse notre chiffre traditionnel moyen de 250 000 emplois par année.

Les consultations entre Canadiens ont suscité un nouvel esprit de collaboration. De plus en plus fréquemment, les gouvernements fédéral et provinciaux rencontrent des représentants de l'industrie et du monde ouvrier. Les premiers ministres provinciaux et moi-même nous réunissons dernièrement à l'occasion d'une conférence très importante et prometteuse. Cette collaboration nous a amenés à reconnaître que les gouvernements doivent endosser leur part de responsabilité à

l'égard de certaines de nos difficultés économiques. Vu le caractère hautement social d'une part importante des nouvelles dépenses publiques, je crois que la réaction à cette hausse des dépenses peut être exagérée. Mais je reconnais que nous sommes allés trop loin, trop vite. Ces trois dernières années, nous avons cependant manifesté notre ferme intention de limiter la prolifération administrative. Nous avons entrepris une vaste redéfinition de nos orientations politiques, tant de celles qui constituent le cadre économique de la nation que de celles qui concernent des secteurs particuliers de l'activité économique. Nous nous sommes engagés à comprimer davantage les dépenses publiques, à réduire l'intrusion bureaucratique et à chercher de nouveaux moyens de satisfaire les besoins de la collectivité.

D'autre part, nous nous sommes fixés des objectifs économiques à moyen terme qui nous serviront de repères sur la voie du rétablissement. Ces objectifs reflètent l'engagement que nous avons pris de soutenir la croissance économique tout en continuant de réduire le chômage et l'inflation.

Nos perspectives d'avenir m'inspirent confiance. Nous sommes probablement aussi bien placés que n'importe quel autre pays industrialisé pour répondre, dans la mesure de nos moyens, aux besoins énergétiques futurs de notre pays. Nos nombreux projets d'envergure en ce domaine s'imposent comme de puissants stimulants. Notre pays est riche, grâce aux océans qui baignent ses côtes, à ses immenses terres vierges, aux industries que nous avons implantées, aux nouvelles techniques que nous avons adoptées et, surtout, grâce à sa population qui a montré, par l'existence et la prospérité mêmes du Canada, son courage et son savoir-faire.

Problème de l'unité

Nous autres Canadiens, nous avons toujours à relever un défi particulièrement difficile. Nos perspectives économiques sont manifestement brouillées par l'incertitude qui pèse sur l'avenir de notre pays. Nous avons commencé un dialogue souvent confus voire grinçant parfois. Mais c'est ainsi que, ouvertement et honnêtement, nous cherchons de nouvelles voies.

Ce dialogue me paraît valable et sain, tel un pas de plus vers la maturité. Les Canadiens forment un peuple lucide; conscient des avantages de la diversité que